

CDSG - VADEMECUM A L'USAGE DES CHEFS D'ETABLISSEMENT

En amont de la mise en place :

- Information générale des professeurs sur l'existence du dispositif. Si professeurs volontaires → Formation (sous forme d'une demi-journée / ou visio / ou contact téléphonique avec des professeurs qui mènent déjà le dispositif).
- Constitution d'une équipe pédagogique de personnels volontaires (au départ 2 ou 3 puis les autres suivront l'année suivante) et mise à leur disposition de ressources + recherche de partenaires civils et militaires.
- Vers mai/juin : information des élèves (exemple élèves de 4^{ème} pour une future 3^{ème} défense et sécurité globales) avec présentation des grandes lignes du projet. Les élèves viendront demander une inscription auprès d'un personnel désigné).
- Sélection des élèves mais attention, il est impératif de constituer une classe hétérogène.
- Information des parents par un courrier type (voir ressources) et signature des parents et des élèves, ce qui constitue une sorte d'engagement, pour un an seulement.
- Si le projet se concrétise : Prévoir une inscription en CA pour approbation (là également, bien expliquer aux élus, les objectifs pour les élèves).

Pour l'établissement : lorsque c'est nouveau, faire valoir l'article 34 du Code de l'Éducation.

Lors de la mise en place

*Prévoir un créneau horaire élèves (l'après-midi ou lundi ou mardi ou jeudi) à partir de 14h ou 15h (dans ce dernier cas, le cours des élèves de 14h à 15h doit être de la discipline d'un des professeurs qui mène le projet. Cela permet de sortir dès 13h et la semaine suivante, de rattraper le cours manqué).

*Créneaux horaires professeurs : les 2 professeurs de la classe encadrant les activités + professeur documentaliste s'il en est d'accord, doivent être disponibles lors du créneau « activités défense ».

* Au collège H. Wallon, de La Seyne/Mer, parfois inscription de l'option dans le bulletin des élèves car évaluation des productions mais ce n'est pas obligatoire.

Moyens et subventions :

- L'encadrement ne nécessite pas de faire appel à des heures de la DGH mais ne l'interdit pas. Ce sont **généralement** des heures d'accompagnement éducatif qui permettent au dispositif de fonctionner. Demander le soutien du représentant du Recteur pour le protocole défense/éducation afin qu'il soutienne le projet auprès de l'IA du département concerné.

- Des demandes de subventions peuvent être faites à :

* La Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (dossier de subvention), un accord permet d'attribuer environ 500 euros pour le déplacement des élèves.

* Au Conseil Général, avec les dispositions propres à chaque département, (par exemple : le Var avec les « bus culture » qui permettent de déplacer les élèves vers un musée de la défense).

* Sur les fonds de l'établissement affectés pour des déplacements ...